
58ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Amzina DAOUSSA DEBY,

Bastien POULIQUEN,

Elina RIBEIRO DA COSTA,

Julien DEBIDOUR LAZZARINI et Martha RAFFAELLI

www.p1sd.fr

Décembre 2024



58ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Répression sanglante dans le sillage des manifestations post-électorales au Mozambique
- 1.2. Rupture de l'accord de défense Tchad-France : un tournant stratégique ?



2. Amérique

- 2.1. Arrestation d'un citoyen chinois pour avoir photographié une base américaine avec un drone
- 2.2. L'intelligence artificielle générative au cœur de la stratégie de défense du Pentagone



3. Asie

- 3.1. Isolement international et alliances stratégiques de la Birmanie après le coup d'État
- 3.2. La chute du régime d'Assad : un revers majeur pour les ambitions stratégiques et régionales de l'Iran



4. Europe

- 4.1. Politique italienne : point d'étape du soutien à l'Ukraine
- 4.2. Le sabotage d'un canal d'eau kosovar ravive les tensions avec la Serbie



5. Focus

- 5.1. Annulation des élections présidentielles roumaines après une ingérence numérique massive





1.1. Répression sanglante dans le sillage des manifestations post-électorales au Mozambique

Depuis le 21 octobre 2024, le Mozambique est en proie à des manifestations post-électorales massives, conduites par l'opposant Venâncio Mondlane. Ces protestations, déclenchées par une élection controversée, ont été violemment réprimées par les forces de sécurité, notamment la police. Selon Human Rights Watch, au moins dix enfants ont été tués par balles, tandis que des centaines de personnes ont été arrêtées dans des conditions inhumaines, souvent sans notification aux familles des détenus.



La répression s'est intensifiée avec le recours à des balles réelles, des gaz lacrymogènes et d'autres formes de violence, particulièrement dans la capitale Maputo et ses alentours.

Un rapport des Nations Unies, publié le 15 novembre, fait état de plus de 30 morts, 200 blessés et 300 arrestations. La communauté internationale, par l'intermédiaire des experts onusiens, a exprimé une profonde inquiétude face à ces graves violations des droits humains, notamment le droit à la vie des manifestants et des enfants. Elle exhorte les autorités mozambicaines à ouvrir des enquêtes transparentes sur les abus signalés, incluant des exécutions extrajudiciaires et des détentions arbitraires de mineurs.

Malgré cette répression, les manifestations se poursuivent. Des actions symboliques, comme des concerts de casseroles, témoignent de la résilience des protestataires. Par ailleurs, des enseignants ont rejoint le mouvement, dénonçant l'usage disproportionné de la force et ses répercussions sur le système éducatif. Ces tensions exacerbent les fractures politiques et sociales au sein du pays.

À terme, la situation au Mozambique risque de s'aggraver, menaçant sa stabilité interne et sa cohésion sociale. Les violations des droits humains pourraient intensifier la mobilisation populaire, tout en attirant une pression accrue des organisations internationales et des partenaires étrangers. En l'absence de solutions politiques, la répression pourrait alimenter un cycle de violences prolongé.

Sources:

- Deutsche Welle : "Mozambique: Police use tear gas on protesters in Maputo", 2024 ;
- Human Rights Watch : "Mozambique: Security force crackdown kills, injures children", 2024 ;
- Radio France Internationale : "L'UE maintient son aide financière au contingent rwandais dans le nord du Mozambique malgré la polémique", 2024.





1.2. Rupture de l'accord de défense Tchad-France : un tournant stratégique ?

Le 28 novembre, le Tchad a officiellement acté la résiliation de son accord de défense avec la France, marquant un tournant stratégique majeur pour le pays. Cet accord, établi en 1976, avait permis une coopération militaire cruciale, particulièrement depuis 2019, dans la lutte contre les menaces terroristes et djihadistes qui prolifèrent au Sahel. La présence militaire française, notamment à travers son intervention décisive contre les rébellions armées de 2008 et 2019, représentait un pilier de stabilité pour le Tchad.



Cependant, à N'Djaména, où était située l'une des dernières bases françaises dans la région, le retrait des troupes a commencé le 10 décembre, posant d'importants défis logistiques. Parallèlement, la France réarticule son dispositif militaire, redéployant ses priorités stratégiques vers des régions comme le Golfe de Guinée et la Côte d'Ivoire, marquant ainsi un désengagement progressif du Sahel.

Cette rupture s'inscrit dans un contexte plus large de réévaluation des relations franco-africaines, déjà observée avec le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Elle traduit également une volonté locale de redéfinir les relations bilatérales héritées de l'histoire coloniale. Le ministre tchadien des Affaires étrangères, Abderahman Koumallah, a souligné que cette décision s'inscrit dans une démarche de diversification des alliances stratégiques et d'ouverture à de nouveaux partenaires.

En effet, le Tchad a amorcé des rapprochements significatifs avec des puissances comme la Turquie, la Chine, et surtout la Russie. Les discussions russo-tchadiennes laissent entrevoir une possible coopération militaire, à l'image des récents partenariats développés par Moscou avec d'autres États africains.

Néanmoins, le Tchad demeure un point névralgique pour la sécurité régionale, à la croisée des conflits au Soudan, en Libye et en République centrafricaine, consolidant son rôle d'acteur incontournable dans le maintien de la stabilité au Sahel.

Sources:

- *The Conversation* ; "Rupture entre le Tchad et la France : les causes et les conséquences pour les dynamiques de pouvoir dans le Sahel", 12/12/2024 ;
- IRIS : "Fin des accords militaires entre la France et le Tchad : facteurs et enjeux d'une rupture", 03/12/2024 ;
- *Le Monde* : "Le Tchad crée une commission spéciale pour résilier les accords militaires avec Paris", 05/12/2024.



2.1. Arrestation d'un citoyen chinois pour avoir photographié une base américaine avec un drone

Yin Piao Zhou, citoyen chinois résidant à Brentwood, en Californie, a été arrêté pour avoir prétendument survolé et photographié la base des forces spatiales américaines de Vandenberg à l'aide d'un drone. Cet acte aurait été commis en violation des restrictions strictes sur les vols de drones dans la région. Cet incident, survenu récemment, suscite de vives préoccupations en matière de sécurité nationale, compte tenu du rôle stratégique de cette base dans les missions de défense spatiale et le lancement de satellites.



Les autorités affirment que Zhou aurait utilisé un drone modifié pour contourner les limitations géographiques. Il a été appréhendé après avoir, semble-t-il, tenté de capturer des images sensibles des infrastructures de la base. Le FBI, en collaboration avec d'autres agences fédérales, a ouvert une enquête pour déterminer les motivations derrière cet acte, cherchant à établir s'il s'agit d'une initiative isolée ou d'un potentiel effort d'espionnage orchestré par la Chine. Zhou fait face à plusieurs chefs d'accusation, notamment pour violations des lois fédérales régissant la sécurité des infrastructures militaires.

Cet incident intervient dans un climat de méfiance grandissante entre les États-Unis et la Chine, marqué par des différends technologiques, des accusations réciproques d'espionnage et des tensions géopolitiques accrues depuis la réélection de Donald Trump. La base de Vandenberg, essentielle pour les opérations spatiales américaines, est au cœur des enjeux de sécurité. Toute capture non autorisée d'images pourrait compromettre la confidentialité des opérations militaires et technologiques critiques qui y sont menées.

Face à cet événement, l'administration américaine pourrait durcir les contrôles entourant les technologies sensibles et l'accès aux installations militaires. Enfin, ce cas illustre l'urgence d'une régulation accrue des drones, outils devenus incontournables mais potentiellement dangereux dans les dynamiques de renseignement et d'espionnage.

Sources:

- Hong Kong Free Press : "Chinese national arrested after allegedly flying drone over US military base", 12/12/2024 ;
- CBS News : "Chinese man arrested, accused of flying drone over and taking photos of Vandenberg Space Force Base", 12/12/2024 ;
- ABC News : "Bay Area man arrested for allegedly flying drone over, photographing Vandenberg Space Force Base", 12/12/2024.

2.2. L'intelligence artificielle générative au cœur de la stratégie de défense du Pentagone

Le lancement de l'AI Rapid Capabilities Cell (AI RCC) par le Pentagone, annoncé le 11 décembre 2024, illustre la détermination des États-Unis à conserver leur avantage stratégique face aux avancées en intelligence artificielle (IA) de la Chine, de la Russie et d'autres puissances. Placée sous la supervision du Chief Digital and Artificial Intelligence Office (CDAO), cette initiative adopte une approche résolument collaborative pour intégrer des outils d'IA générative dans les missions critiques de défense.



L'AI RCC s'appuiera sur les enseignements de la Task Force Lima, qui a identifié 15 cas d'usage prioritaires, divisés entre les opérations de guerre et la gestion organisationnelle. Parmi ces priorités figurent des applications dans la planification opérationnelle, les systèmes autonomes, la cybersécurité, ainsi que dans la logistique et la gestion des ressources humaines.

Dotée d'un budget initial de 100 millions de dollars sur deux ans, dont 35 millions destinés à quatre projets pilotes d'IA à la frontière technologique, la cellule adoptera une démarche agile et expérimentale. Ce processus vise à tester, évaluer et perfectionner les technologies avant de les déployer à grande échelle. L'objectif est d'optimiser l'efficacité, la létalité et la durabilité des outils, tout en mettant en place des infrastructures adaptées, comme des environnements cloud multi-fournisseurs.

Cependant, cette initiative soulève des interrogations sur les implications éthiques et stratégiques liées à l'utilisation croissante de l'IA dans des contextes militaires sensibles. À terme, l'AI RCC pourrait transformer l'écosystème militaire mondial, intensifiant les rivalités géopolitiques dans un monde où la frontière entre innovation civile et militaire tend à disparaître.

Sources:

- *DefenseScoop* : "CDAO, Pentagon's generative AI Rapid Capabilities Cell to sunset Task Force Lima", 2024 ;
- *Military of Ukraine* : "Pentagon launches generative AI Task Force", 2024 ;
- *National Defense Magazine* : "Pentagon establishes AI Rapid Capabilities Cell to advance generative AI capabilities", 2024 ;
- *NextGov* : "FY2025 NDAA angles to enhance DOD's AI and quantum sciences capabilities", 2024.

3.1. Isolement international et alliances stratégiques de la Birmanie après le coup d'État

Depuis le coup d'État militaire de février 2021 en Birmanie, qui a conduit à l'emprisonnement d'Aung San Suu Kyi, le pays se retrouve de plus en plus isolé sur la scène internationale. L'ASEAN, dont la Birmanie est membre, a exigé son exclusion des sommets, sauf si elle y envoie un représentant "apolitique". Cette mesure, couplée au mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre Min Aung Hlaing, a renforcé l'isolement du régime. Cependant, la junte militaire maintient des relations étroites avec la Russie et la Chine, qui jouent un rôle clé dans sa survie.



La Russie et la Birmanie s'appêtent à signer un accord sur l'envoi de travailleurs migrants birmans en Russie. Ce partenariat répond aux besoins russes en main-d'œuvre, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, fragilisés par la mobilisation pour la guerre en Ukraine. Pour la Birmanie, cette initiative constitue une source de revenus cruciale : les migrants sont contraints de transférer 25 % de leurs salaires au gouvernement, sous peine de non-renouvellement de leur passeport. Ces fonds permettent au régime d'acquérir des armes et du carburant, tandis que la Birmanie s'affirme comme un fournisseur clé d'armes à la Russie, surpassant même la Chine.

La Chine, pour sa part, reste un partenaire stratégique majeur. Le comité interministériel birman a récemment annoncé l'examen d'un accord avec Pékin pour créer une société de sécurité commune destinée à protéger les intérêts chinois, en particulier un oléoduc et un gazoduc. Ces alliances stratégiques offrent des avantages mutuels aux trois pays et renforcent la stabilité du régime birman. Par ailleurs, ces accords illustrent l'importance des partenariats sino-russes dans le maintien au pouvoir de la junte militaire.

Sources:

- RFI : "Pouvoir militaire birman et Russie, un partenariat à toute épreuve ?", 12/12/2024 ;
- Le Monde : "La Chine en quête d'un accord sécuritaire avec la junte birmane", 06/12/2024 ;
- Courrier International : "Le "casse-tête" de la guerre en Birmanie divise toujours au sein de l'Asean", 10/12/2024 ;
- Courrier International : "Birmanie : la CPI émettra-t-elle un mandat d'arrêt contre le chef de la junte ?", 02/12/2024.

3.2. La chute du régime d'Assad : un revers majeur pour les ambitions stratégiques et régionales de l'Iran

Dans la nuit du 7 au 8 décembre, la chute du régime de Bachar al-Assad, annoncée par le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) sur la télévision publique syrienne, a ravivé l'espoir de nombreux Syriens déplacés. L'offensive éclair, menée par HTC sous la direction d'Abu Muhammed al-Julani, a contraint Bachar al-Assad à fuir vers Moscou, mettant fin à plus de cinq décennies de pouvoir autoritaire exercé par sa famille depuis 1971.



Lancée le 27 novembre, cette offensive surprise contre l'Armée Nationale Syrienne (ANS) a permis aux rebelles de s'emparer successivement d'Alep, de Hama et de Homs, avant de libérer les prisonniers de la tristement célèbre prison de Sednaya, symbole de la répression sanglante intensifiée après les Printemps arabes de 2011.

L'annonce, mercredi, de la dissolution du parti Baath a marqué la fin d'un régime dont la chute entraîne de profondes répercussions sur les équilibres géopolitiques régionaux, notamment pour la Turquie et l'Iran. Le 11 décembre, Ali Khamenei, Guide suprême iranien, a reconnu la fragilisation de l'« axe de résistance » contre Israël et les États-Unis. Cet axe, construit depuis la guerre Iran-Irak, reposait sur des alliances stratégiques avec des groupes armés au Liban, en Irak, en Syrie, au Yémen et en Palestine. La Syrie, pivot central, servait de corridor vital pour le réarmement du Hezbollah.

En outre, les relations turco-iraniennes s'en trouvent exacerbées. Tandis que l'Iran accuse la Turquie de soutenir activement les opposants à Assad, Ankara s'inquiète de l'établissement potentiel d'une région autonome kurde, ce qui ajoute une complexité supplémentaire à une région déjà sous tension.

Sources:

- IRIS : "Chute de Bachar Al-Assad en Syrie : quelles conséquences pour l'Iran ?", 11/12/2024 ;
- Le Monde : "En Syrie, la chute historique du régime Assad", 08/12/2024 ;
- Radio France : "Les gagnants et les perdants de la chute de Bachar al-Assad", 09/12/2024.

4.1. Politique italienne : point d'étape du soutien à l'Ukraine

“Qui appelez-vous si vous souhaitez vous adresser à l'Europe ?” s'interrogeait récemment Politico en plaçant Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien, en tête de son classement annuel des personnalités européennes les plus influentes. Cette reconnaissance illustre la transformation de l'Italie, qui semble s'éloigner de sa réputation d'instabilité politique et financière. Stabilisée autour du parti Fratelli d'Italia (29 % dans les sondages au 4 décembre 2024), la coalition gouvernementale, composée également de Forza Italia (9 %) et de la Lega (9 %), semble résister aux soubresauts habituels de la scène politique italienne.



Sur la question ukrainienne, toutefois, le scepticisme de l'opinion publique demeure. En février 2024, un sondage relayé par Euractiv révélait que 40 % des Italiens jugeaient négativement l'action de l'Union européenne dans ce conflit. Une étude de l'Université Bocconi (2023) a montré que si les partis centristes soutiennent davantage la fourniture d'armes à l'Ukraine, aucune majorité claire ne se dégage à l'échelle nationale, ce qui favorise une posture prudente.

Bien que Giorgia Meloni se soit imposée comme une alliée de l'Ukraine, son engagement reste contraint par des négociations internes au sein de la coalition. Lors du sommet de l'OTAN à Washington, l'Italie s'est engagée à un soutien de 1,8 milliard d'euros pour 2025, un chiffre modeste comparé aux 3 milliards d'euros français et aux 7 milliards allemands en 2024.

Néanmoins, l'Italie dispose d'une marge de manœuvre, notamment grâce à son industrie de défense, portée par Leonardo. Cependant, compte tenu des équilibres politiques actuels, espérer une accélération significative du soutien italien à l'Ukraine semble, à ce stade, optimiste.

Sources:

- IEP@BU: “What do Italian and European Voters Think of EU Policies Towards Ukraine?”;
- CEPA: “Partners in Arms: Italy-Ukraine Defense Co-operation”, 16/07/2024 ;
- Le Figaro : “Comment l'Italie est devenue “l'homme fort” de l'Europe”, 13/12/2024 ;
- Politico : “POLITICO 28: Class of 2025, Giorgia Meloni”.

4.2 Le sabotage d'un canal d'eau kosovar ravive les tensions avec la Serbie

Fin novembre, le canal d'eau Ibar-Lepenac a été saboté au Kosovo. Ce canal, crucial pour le pays, assure le refroidissement des deux centrales à charbon alimentant le réseau électrique national et approvisionne la capitale Pristina en eau potable. L'explosion s'est produite à Zubin Potok, une ville située au nord du pays, endommageant gravement cette infrastructure essentielle. Depuis cet incident, le Kosovo et la Serbie s'accusent mutuellement. Le Premier ministre kosovar, Albin Kurti, a rapidement pointé du doigt la Serbie, sans toutefois fournir de preuves concrètes.

De son côté, la Serbie a rejeté ces accusations, condamnant fermement le sabotage et affirmant n'en tirer aucun bénéfice. Le ministre serbe des Affaires étrangères a même insinué que les autorités kosovares pourraient être impliquées, sans pour autant étayer ses propos.

Dans ce contexte, la police kosovare a arrêté huit suspects et saisi des équipements militaires, notamment "200 uniformes, six lance-grenades, deux fusils, un pistolet, des masques et des couteaux". Toutefois, selon les autorités serbes, seuls deux hommes étaient encore en détention le lendemain.

Cet événement reflète les tensions persistantes entre le Kosovo et la Serbie. Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo en 2008, reconnue par 114 pays mais rejetée par la Serbie, les différends territoriaux et politiques restent vifs. La zone du sabotage, majoritairement peuplée de Serbes, est un foyer de tensions issu du démantèlement de l'ex-Yougoslavie.

Face à cette situation, la France et les États-Unis ont condamné le sabotage et proposé leur assistance au Kosovo, tout en s'abstenant de désigner un responsable parmi les deux parties. Cet incident souligne une fois de plus la fragilité des relations dans cette région des Balkans.

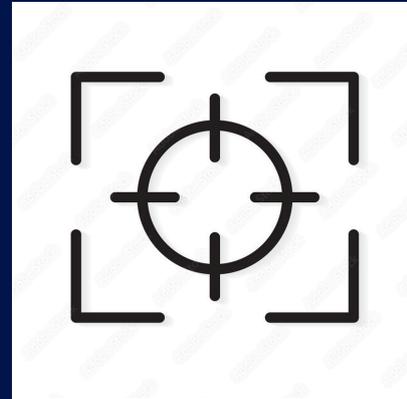


Sources:

- Opex 360 : "Le Kosovo dénonce le sabotage d'un canal essentiel à son approvisionnement en eau et à ses centrales électriques", 30/11/2024 ;
- RFI : "Serbie et Kosovo s'accusent mutuellement après l'attaque sur un canal d'eau vital au Kosovo", 01/12/2024 ;
- France Info : "Regain de tensions entre le Kosovo et la Serbie après l'attaque d'un canal crucial pour l'approvisionnement en eau", 30/11/2024.

5.1. Annulation des élections présidentielles roumaines après une ingérence numérique massive

Coup de théâtre dans l'histoire contemporaine européenne : l'annulation de l'élection présidentielle roumaine de 2024 plonge le pays dans une crise politique majeure. Cette décision, sans précédent, a été déclenchée par des révélations des services de renseignement roumains concernant une vaste opération d'influence en ligne, orchestrée principalement sur TikTok, en faveur du candidat pro-russe Călin Georgescu. La Cour constitutionnelle roumaine a ainsi invalidé le scrutin du 24 novembre et suspendu provisoirement le second tour.



Călin Georgescu, crédité de moins de 5 % des intentions de vote avant l'élection, a créé la surprise en remportant le premier tour avec 23 % des voix, suscitant une vive alerte des autorités. L'enquête a dévoilé que sa campagne s'appuyait massivement sur TikTok, plateforme utilisée par 9 millions de Roumains. À travers des vidéos incitant subtilement à voter, des influenceurs locaux ont amplifié la viralité de sa popularité sans mentionner directement son nom. Par ailleurs, les services de renseignement ont identifié 25 000 comptes TikTok, probablement automatisés, devenus particulièrement actifs à l'approche du scrutin.

Des indices d'ingérence russe ont renforcé les inquiétudes : de nombreux comptes impliqués dans la campagne pro-Georgescu étaient auparavant liés à des contenus pro-russes, anti-OTAN et anti-Ukraine. En parallèle, plus de 85 000 cyberattaques ont été recensées, suivant un schéma opératoire en ligne rappelant les précédents cas d'interventions russes en Estonie (2008) et en Géorgie (2024).

Face à cette menace, l'Union européenne a exprimé ses préoccupations, exigeant des réponses de TikTok et initiant une collecte de données sur la plateforme. La Cour constitutionnelle, après avoir examiné les preuves, a annulé le scrutin, imposant une reprise totale du processus électoral, une mesure exceptionnelle qui reflète l'ampleur des ingérences suspectées.

Sources:

- *Le Monde* : "En raison de l'influence de TikTok, les juges roumains annulent la présidentielle", 07/12/2024 ;
- *Le Monde* : "Roumanie : influenceurs, comptes automatisés et publicités illégales au service d'une campagne d'ingérence hors normes", 13/12/2024 ;
- *Le Figaro* : "Roumanie : la Cour constitutionnelle annule l'élection présidentielle sur fond de suspicion d'ingérence russe",
- *Le Parisien* : "Roumanie : l'élection présidentielle annulée pour des soupçons d'ingérence russe sur TikTok", 09/12/2024 ;
- *Toute l'Europe* : "Roumanie : l'élection présidentielle annulée par la Cour constitutionnelle", 06/12/2024.

